

De Sophie Pétronin à Olivier Dubois, la vie d'otage au Sahel

Il y aura trois mois ce jeudi qu'Olivier Dubois, journaliste collaborateur de «Libé», du «Point» et de «Jeune Afrique» a été enlevé à Gao, au Mali. Un livre sur la captivité de Sophie Pétronin, libérée le 8 octobre, révèle le quotidien de l'otage.

Par
MARIA MALAGARDIS

Le désert, c'est le vide. Surtout lorsqu'on est otage, prisonnier de l'immensité silencieuse du Sahel et que le sablier du temps semble s'écouler avec une infinie lenteur. «*Le matin, il faut trouver la motivation pour se lever et ne pas se laisser aller au désespoir*», écrit le journaliste Anthony Fouchard dans un ouvrage publié en mai dans lequel il retrace la captivité de Sophie Pétronin et les efforts désespérés entrepris par son fils, Sébastien, pour la faire libérer, souvent au prix d'une autre forme de solitude.

Après trois ans et neuf mois passés aux mains des groupes jihadistes qui sévissent au nord du Mali, Sophie Pé-

tronin a été relâchée le 8 octobre 2020. La dernière otage française était enfin libre. Hélas, cinq mois plus tard, le 8 avril, un autre Français, le journaliste Olivier Dubois (collaborateur de *Libération*, du *Point* et de *Jeune Afrique*) était capturé à son tour alors qu'il se trouvait à Gao, la capitale du Nord-Mali, qui accueille aussi la plus grande base de Barkhane, l'opération militaire française en place dans cette région septentrionale désertique, en proie à une guerre asymétrique depuis près d'une décennie. C'est aussi à Gao qu'avait été enlevée Sophie Pétronin,

le 24 décembre 2016, alors qu'elle sortait de l'orphelinat dont elle avait la responsabilité. La présence de militaires français sur place n'aura donc pas suffi à les protéger de ces bandes, islamistes ou maffieuses, qui savent jouer de complicités locales pour disparaître dans cet océan de sable.

Ce jeudi marque tristement les trois mois de captivité pour Olivier Dubois, dont on reste sans nouvelles depuis une vidéo diffusée le 5 mai. Chaque otage a son histoire particulière. La liste est déjà longue de ceux, occidentaux mais aussi maliens, qui sont tombés dans les griffes de ces groupes armés. Mardi, le docteur australien Arthur Kenneth Elliott, 86 ans, totalisait ainsi deux mille jours de captivité depuis son enlèvement le 25 janvier 2016, au nord du Burkina Faso, voisin du Mali. Dans

son cas, la dernière «*preuve de vie*» disponible, c'est Sophie Pétronin qui l'a apportée, révélant après sa libération les deux mois qu'elle a passés en captivité avec le médecin australien début 2017.

Repères. Dans le récit qu'elle livre, on découvre de multiples détails sur cette étrange vie d'otage. A la moindre alerte, il faut «*tout abandonner et partir*». Mais «*il n'y a jamais d'improvisation : la position de chaque campement est déterminée par les cadres de l'organisation jihadiste. Les gardes reçoivent un point GPS à rallier scrupuleusement*».

Reste que si ces

mouvements incessants brisent la monotonie d'une vie, qui se résume parfois à «*alterner position assise et position couchée*», auprès de gardes mutiques, les déplacements contribuent aussi à la perte de repères et de sens. Sophie Pétronin a vite décelé les signes d'une dérive psychologique inquiétante chez les deux femmes avec lesquelles elle a passé l'essentiel de sa captivité.

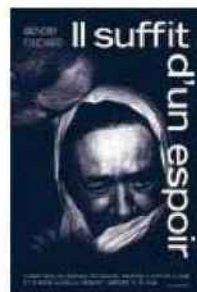
Enlevée à Tombouctou début 2016, la Suissesse Béatrice Stockly s'était d'emblée murée dans une opposition frontale à ses geôliers. Un énième esclandre, en juillet 2020, lui vaudra d'être emmenée de force derrière une dune d'où l'écho d'un coup de fusil laissera deviner le sort qui lui a été réservé. La religieuse colombienne Gloria Cécilia Narvaez Argoti, kidnappée, elle, le 7 février 2017 dans le sud du Mali, devenue très fragile, reste encore aux mains du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou Jnim), cette coalition de groupes islamistes qui a revendiqué l'enlèvement des trois femmes. Mais pas celui de la Canadienne Edith Blais, qui passera pourtant plusieurs mois avec elles, avant d'être isolée dans un autre campement, puis de réussir à s'évader avec son compagnon en mars 2020. Si l'enlèvement mi-décembre 2018 au Burkina Faso de la jeune Québécoise aux dreadlocks et de son compagnon italien n'a pas été revendiqué, c'est simplement parce que le GSIM avait déjà «*annoncé qu'il ne communiquerait plus sur les*

affaires d'otages, puisque les gouvernements occidentaux refusent de négocier», rappelle Anthony Fouchard.

Ce silence ajoute évidemment à l'angoisse des familles. D'autant que tout le monde n'a pas l'énergie désespérée d'un Sébastien Pétronin qui, remuant ciel et terre, ira jusqu'au clash avec les autorités françaises dont il dénoncera l'inertie. C'est le gouvernement malien qui négociera finalement la libération de Sophie Pétronin, de deux otages italiens et de l'opposant malien Soumaïla Cissé (décédé depuis du Covid).

Sanctuaire. Parmi les quelque 200 détenus jihadistes libérés en échange se trouvait l'un des ravisseurs de la Française Hamadi Ould Khalifa, capturé par Barkhane dès février 2018 et qui avait révélé les détails de l'enlèvement et la somme reçue (15 000 euros) par le commando qui l'avait capturée. En réalité, du côté des autorités maliennes comme françaises, les infos ne manquent pas. Et même le sanctuaire des chefs jihadistes dans la ville de Tinzaouatène, au sud de l'Algérie, a été cartographié par des drones français, révèle Anthony Fouchard. La guerre des sables dévoile un étrange paysage, toujours changeant, souvent brouillé par les mirages.

Reste l'essentiel: la liberté retrouvée. Pour Sophie hier, et pour Olivier, on l'espère, bientôt. Alors qu'il entame jeudi son quatrième mois de captivité, le message envoyé reste celui-ci: même dans le désert, il n'est pas seul. ◆



**IL SUFFIT
D'UN ESPOIR**
de ANTHONY
FOUCHARD
Les Arènes,
400 pp., 18 €.



Le journaliste français Olivier Dubois au Mali le 14 septembre. PHOTO MICHELE CATTANI



Sophie Pétronin avec son fils, après sa libération, en octobre à Bamako. PHOTO AFP